

L'HISTOIRE DES FEMMES ET L'HISTOIRE DES GENRES AUJOURD'HUI

Fabrice Virgili

D'une histoire sans les femmes, naguère, à une histoire du monde sexuée de nos jours : voici un bilan historiographique pour la France qui n'oublie ni les thèmes d'études ni les visages.

Dès le début de l'histoire des femmes, recherches et enseignements ont été accompagnés d'une réflexion historiographique. Ce questionnement permanent des historien-ne-s, depuis trois décennies, en est une des caractéristiques. En 1973-1974, Michelle Perrot, Fabienne Bock et Pauline Schmidt intitulaient leur séminaire, premier du genre, « Les femmes ont-elles une histoire ? ». Dix ans plus tard, nouvelle interrogation lors des rencontres de Saint-Maximin, « Une histoire des femmes est-elle possible ? ». Enfin, en 1998, le colloque de Rouen inversait la formule pour « Une histoire sans les femmes est-elle possible ? ». Trois interrogations qui balisent en quelque sorte trente années de production et auxquelles il faut ajouter les très nombreux articles qui les ont accompagnées¹, sans oublier l'ouvrage de Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes*². Cette réflexion épistémologique, qui existe dans tous les domaines de la discipline, prend une dimension particulière pour l'histoire des femmes. Elle était le moyen d'affirmer l'existence d'un nouveau terrain de connaissance et le travail de ses exploratrices. Les intitulés choisis sont autant d'invitations au débat adressées à l'ensemble de la corporation historienne. Celle-ci n'est pourtant pas exemptée du re-

proche de ne pas avoir pensé plus tôt l'histoire au féminin. Leurs formulations interrogatives, soit faussement naïves, soit provocatrices, le rappellent, comme elles soulignent que l'enjeu fut bien de *devenir visible*, et de le rester. La formule, empruntée à Claudia Koonz et Renate Bridenthal et tant de fois utilisée depuis, met en avant la volonté qui a accompagné cette histoire³. Volonté de rendre visibles les femmes comme actrices de l'histoire, comme sujets de recherche, comme historiennes. L'histoire des femmes est indissociable de cette triple démarche : militante, scientifique et institutionnelle.

○ SORTIR DE L'UNIVERSEL MASCULIN

Rendre visible était en premier lieu sortir de l'universel masculin, l'histoire faite du suffrage universel en est probablement le

1. Il serait impossible de les citer tous ici et l'on renverra le lecteur à l'ouvrage de Françoise Thébaud cité ci-dessous. Notons, parmi les plus récents : Leora Auslander, « Le genre de la nation : la recherche aux États-Unis », *CLIO. Histoire, Femmes et Sociétés*, 12, 2000, p. 193-208 ; Michelle Perrot, « L'Histoire saisie par le genre », dans université de tous les savoirs, *L'Histoire la sociologie et l'anthropologie*, vol. 2, Paris, Odile Jacob, 2002, p. 123-137 ; Michèle Riot-Sarcey, « L'Historiographie française et le "genre" », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 47-4, octobre-décembre 2000, p. 805-814. Signalons également la parution en 1998 de deux recueils d'articles, écrits de 1974 à 1997, par deux figures importantes de l'histoire des femmes : Geneviève Fraisse, *Les femmes et leur histoire*, Paris, Gallimard, Folio, 1998 et Michelle Perrot, *Les femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris Flammarion, 1998.

2. Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes*, Fontenay/Saint-Cloud, ENS Éditions, 1998.

3. Renate Bridenthal et Claudia Koonz, *Becoming visible, Women in European History*, Boston, Houghton Mifflin, 1977.

meilleur exemple. Combien d'ouvrages datent sa conquête de l'année 1848, sans penser une seconde que l'exclusion des femmes de la citoyenneté politique jusqu'en 1944 pouvait en limiter la portée universelle ? En étendant à la recherche historique le mot d'ordre féministe « un homme sur deux est une femme », les historiennes ont mis en évidence que non seulement l'universel jusque-là étudié n'était en fait qu'un demi-universel, mais que celui-ci était pensé, écrit et raconté au masculin. « Métier d'hommes qui écrivent l'histoire des hommes, présentée comme universelle, tandis que les murs de la Sorbonne se couvrent de fresques féminines », écrivent Georges Duby et Michelle Perrot dans l'introduction aux cinq volumes de *L'Histoire des femmes en Occident*¹.

L'invisibilité des femmes comme sujet historique est ancienne et l'existence de quelques travaux de femmes ou sur les femmes ne contredisent pas ce silence. Thérèse Sclafert est une des deux seules femmes (avec Lucie Varga, assistante de Lucien Febvre²), à avoir signé un article dans la revue des *Annales* entre 1929 et 1944 : « Les routes du Dauphiné et de la Provence sous l'influence du séjour des papes à Avignon. » La publication de sa thèse³, en 1926, ne lui ouvre pas pour autant les portes de l'université et elle continue à enseigner la grammaire et le latin à l'École normale supérieure de Fontenay. D'autres sont tout simplement invisibles comme Suzanne Dognon-Febvre, agrégée, qui arrête son doctorat dès son mariage pour élever ses enfants et assister son mari, ou encore Simone Vidal-Bloch dont le travail de préparation de notes de recherche ou de relecture des manuscrits

ne fut jamais signalé par son mari. Ainsi deux des plus grandes figures de l'historiographie française ont largement bénéficié du travail de leur épouse ou assistantes sans que celles-ci en aient obtenu la moindre reconnaissance. Quant aux premières recherches sur les femmes, elles sont l'œuvre d'auteurs engagés dans le mouvement féministe, tels Jeanne Bouvier ou Léon Abensour dans l'entre-deux-guerres, ou encore Édith Thomas dans les années 1950, qui sont tous restés totalement marginalisés. La « préhistoire des femmes », comme l'a été par la suite l'histoire des femmes, était assimilée au féminisme et à sa réputation sulfureuse.

Pourtant, le décalage entre le vide historiographique et la réalité sociale des années d'après-guerre apparaissait de plus en plus flagrant. L'acquisition du droit de vote, la publication du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, l'explosion des magazines féminins, la transformation de « La maternité heureuse » en « Planning familial » en 1960 sont les manifestations des changements en cours auxquels les historiens ne peuvent rester totalement étrangers. Parmi eux, Pierre Grimal dirige une *Histoire mondiale de la femme*⁴. Si le choix du singulier, « la femme », et les thèmes abordés concernent largement une image féminine inscrite dans une sorte d'immuabilité où est totalement absente toute idée de domination, cette entreprise en quatre volumes menée par un éminent spécialiste d'histoire romaine reconnaît la légitimité scientifique d'un questionnement spécifique sur les femmes dans l'histoire.

○ DES HISTORIENNES DES FEMMES...

Le développement de l'histoire des femmes au cours des années 1970 est indissociable du mouvement des femmes. Les deux actes fondateurs du MLF en 1970 sont de ce point de vue fort symboliques.

1. Georges Duby et Michelle Perrot, *L'Histoire des femmes en Occident*, Paris, Plon, 1991-1992.

2. Lucie Varga, « Genèse du national socialisme », dans *Les Annales d'histoire économique et sociale*, 6, 1937, p. 529-546. Peter Schöttler, *Lucie Varga. Les autorités invisibles. Une historienne autrichienne aux Annales dans les années trente*, Paris, Le Cerf, 1991.

3. Thérèse Sclafert, *Le Haut-Dauphiné au Moyen-Âge*, Paris, Société anonyme du recueil Sirey, 1926.

4. Pierre Grimal (dir.), *Histoire mondiale de la femme*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1965-1967.

En mai, dans les locaux de l'université de Vincennes, quelques dizaines de militantes décident la tenue d'une assemblée non mixte sous les quolibets de leurs camarades masculins ; le 26 août de la même année une manifestation spectaculaire a lieu devant l'Arc de triomphe avec comme banderole : « Il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme. » Deux actions qui lient prise de parole et histoire, rejet du silence et de l'invisibilité. Quelles en aient été actrices ou observatrices attentives et complices, les enseignantes et étudiantes qui se lancent dans les premiers travaux d'histoire des femmes le font avec cette même conviction. L'histoire des femmes est l'écriture d'un combat en cours, pour lequel le récit historique des siècles d'oppression masculine et des luttes des femmes pour leur émancipation apporte légitimité, mémoire et identité.

L'engagement en histoire de ces femmes a lieu dans un contexte où la discipline, jusque-là schématiquement partagée entre une histoire économique et sociale de la longue durée propre à l'école des *Annales* et une histoire « événementielle » du triptyque politique-militaire-diplomatique, se voit fortement ébranlée. L'alimentation (Braudel), le corps (Le Roy Ladurie), la maladie (Goubert), les comportements sexuels (Flandrin), sont autant de sujet abordés à partir de l'histoire économique et démographique par des élèves de Lucien Febvre ou Marc Bloch, qui mettent en évidence de nouveaux objets¹. En marge de la discipline, tout au moins dans ses frontières académiques, Philippe Ariès ou Michel Foucault en font autant. De fait, l'histoire connaît une multiplication de ses champs d'investigation et une ouverture vers les autres disciplines, en premier lieu la sociologie et l'anthropologie. L'histoire

des femmes contribue à cet élargissement autant qu'elle en bénéficie.

Enfin, la dimension institutionnelle et les multiples rouages de sélection, cooptation, reconnaissance mis en œuvre pour intégrer dans la corporation ceux qui vous ressemblent ne saurait être oubliée. De fait, les nouvelles historiennes ne ressemblaient pas à leurs maîtres. L'histoire des femmes est aussi une histoire sociale, celle de l'arrivée de femmes diplômées, candidates à des postes jusque-là toujours détenus par des hommes. À l'exception notable de quelques-unes. En histoire contemporaine², Annie Kriegel, Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux et Rolande Treppe sont toutes les quatre nommées professeur des universités au tournant de 1970. Parmi la nouvelle génération d'historiennes, nombreuses sont celles qui ont fait d'autres choix de recherche que celui de l'histoire des femmes. D'autres, à l'instar de Michelle Perrot, y ont trouvé la possibilité de traduire leur engagement militant sur le plan professionnel, d'en faire un lieu d'initiative et de reconnaissance hors des terrains fortement balisés par leurs collègues masculins. L'arrivée des femmes dans la discipline fait donc tout autant partie de cette histoire.

Au début des années 1970, les étudiantes ont depuis longtemps massivement investi les filières littéraires. Si la première femme reçue à l'agrégation d'histoire l'a été en 1927, en 1971 autant de filles que de garçons sont reçues et, trois ans plus tard, les concours jusque-là séparés deviennent mixtes³. Il existe alors une véritable pression, en terme d'effectifs, vis-à-vis d'un milieu professionnel très largement masculin, où les changements sont encore peu sensibles. En 1965, on ne dénombrait à l'université que 3 femmes sur 120 profes-

1. Fernand Braudel, *Vie matérielle et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 1967 ; Emmanuel Le Roy Ladurie et al., *L'Anthropologie du conscrit français*, Mouton, La Haye, 1972 ; Pierre Goubert, *Cent mille provinciaux au XVII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1968 ; Jean-Louis Flandrin, *L'Église et le contrôle des naissances*, Paris, Flammarion, 1970.

2. Bien qu'Annie Kriegel soit nommée en 1969 professeur en sociologie politique à l'université de Nanterre, c'est en histoire qu'elle avait soutenu sa thèse sur les origines du PCF en 1964.

3. André Chervel, *Histoire de l'agrégation. Contribution à l'histoire de la culture scolaire*, Paris, INRP-Kimé, 1993, p. 290.

seurs d'histoire et 10 parmi les 87 maîtres de conférences ou maîtres-assistants¹. La proportion est du même ordre qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, quand il n'y avait que 31 femmes parmi les 493 professeurs dans les facultés de lettres. La situation semble totalement figée, les femmes exclues de la profession. La remarque de Christophe Charle à propos des années 1930, « les Lettres, les plus féminisées, apparaissent en même temps les plus sexistes », reste globalement juste à la fin des années 1960². Rien de bien différent au sein des comités de direction ou rédaction des revues les plus prestigieuses, *Les Annales*, la *Revue historique* ou la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* qui, à quelques exceptions près, restent composés d'hommes³. Quant au Collège de France, si Jacqueline de Romilly est la première femme à y être nommée en 1973 à la chaire « La Grèce et la formation de la pensée morale et politique », aucune historienne n'a jamais été élue à l'une des chaires de « Sciences historiques ».

Les historiennes, marginales par leur nombre et leur statut, risquaient de l'être également par leurs choix historiographiques. En 1984, Arlette Farge évoquait à propos des réactions de la corporation un premier temps de surprise, auquel ont succédé une tolérance silencieuse traduite par la rareté de l'échange, le cloisonnement et la peur du ghetto⁴. Nonobstant, l'histoire des femmes est née dans ce contexte mili-

tant, historiographique et social. Elle bousculait ainsi les habitudes et les pratiques, en définissant un nouvel objet, en soulignant le caractère masculin des sources et la nécessité de redonner la parole aux femmes. En s'interrogeant également, à propos de l'écriture, sur les effets d'une complicité revendiquée entre femmes actrices de l'histoire et historiennes.

Inscrites dans une démarche militante, de nombreuses recherches visaient en premier lieu à dénoncer la domination masculine. D'une part en abordant des sujets qui témoignaient de l'oppression dont les femmes étaient victimes : « Histoire du malheur », comme la surnomme Françoise Thébaud ; d'autre part, en rendant visible les femmes actrices de l'histoire, leur résistance, inscrivant les lieux de la sociabilité féminine, leur prise de parole dans l'espace public comme autant de repères d'une longue lutte émancipatrice. Parce que les sources étaient dans leur très grande majorité masculines, il s'agissait également de redonner la parole aux femmes. Ainsi, les cinq volumes de *L'Histoire des femmes en Occident* publiés en 1991-1992 se terminent tous par un chapitre « paroles de femmes ». Rien de tel dans les *Histoires de la France rurale*, de *La France urbaine* ou de *La vie privée* : ces grandes entreprises des années 1980 n'ont pas éprouvé le besoin d'inclure en tant que telles les paroles paysannes, citadines et intimes.

Enfin, cette histoire était une histoire écrite par des femmes. La complicité entre l'auteure et son objet, la chercheuse et ses sources, repose néanmoins le rapport de l'historien à son sujet. Que ce soit plus ou moins visible, conscient ou non, affirmé ou nié, admettons qu'un sujet de recherche a toujours à voir avec l'historien-sujet. À la différence d'autres champs de la discipline, la complicité entre femmes, chercheuses et sujets de recherche, est revendiquée. D'où probablement la difficulté d'écrire sur des femmes dont l'appartenance au camp des victimes ou la participation à l'émancipation est problématique. Ainsi, alors que les

1. Olivier Dumoulin, « Les historiennes professionnelles en France 1920-1965 », dans Françoise Thelamon et Anne-Marie Sohn (dir.), *Une histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998, p. 343-357.

2. Christophe Charle, « Les femmes dans l'enseignement supérieur », dans Vincent Duclert et Patrick Fridenson, *Avenir et avant-gardes en France Mélanges Madeleine Rébérioux*, Paris, La Découverte, 1999, p. 84-105.

3. En 1975, la Société d'histoire moderne et contemporaine est composée de quarante-huit hommes pour quatre femmes. À la même date, les sept membres du comité de rédaction des *Annales* sont tous des hommes ; il en est de même de la *Revue historique*. Une revue se distingue très tôt : dès 1965, le comité de rédaction du *Mouvement social* regroupe six femmes et neuf hommes.

4. Arlette Farge, « Pratique et effets de l'histoire des femmes », dans Michelle Perrot, *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Paris, Rivages, 1984, p. 18-35.

femmes dans la Résistance ont eu, certes après leurs camarades masculins, leurs historien-ne-s, rien n'a encore été fait sur les femmes dans la collaboration¹.

De ce point de vue l'histoire des femmes ne se distingue pas du reste de la discipline, où l'on peut constater, qu'il s'agisse des guerres mondiales, du mouvement ouvrier, de la décolonisation, que travailler sur les entre-deux n'est ni simple ni forcément bien accepté. Les zones grises, évoquées par Primo Levi à propos des camps nazis, existent dans tous les domaines dont les enjeux, sociaux, politiques, sont aussi ceux du présent.

○ ...QUI RENDENT VISIBLES LES HOMMES

La parution des cinq volumes de l'*Histoire des femmes en Occident* dirigés par Georges Duby et Michelle Perrot est un élément important de la reconnaissance par la profession comme par le public de la légitimité d'une histoire des femmes. Rappelons néanmoins que l'initiative en revient à l'éditeur italien Laterza qui proposa le projet à Georges Duby. Ce n'est qu'après le succès de la *Storia delle Donne*, paru en 1990, que l'édition française put être réalisée.

Au début de chaque volume le même texte de Georges Duby et Michelle Perrot indique : « Le titre *Histoire des femmes en Occident* est commode, et beau. Mais il faut récuser l'idée que les femmes seraient en elles-mêmes un objet d'histoire. C'est leur place, leur "condition", leurs rôles et leurs pouvoirs, leurs formes d'action, leur silence et leur parole que nous entendons scruter, la diversité de leurs représentations – déesse, Madone, Sorcière – que nous voulons saisir dans leur permanence et leurs changements. Histoire résolument

relationnelle qui interroge la société tout entière et qui est, tout autant, histoire des hommes ». La mise au point, également présente sur chaque quatrième de couverture, et à laquelle tiennent donc particulièrement ses auteurs, pose explicitement la question de l'objet d'histoire ainsi défini. Sans utiliser ni le terme de genre ni celui de *gender*, encore aujourd'hui réservés en France au débat plus proprement historiographique, la question est bien de savoir s'il s'agit de travailler sur la moitié féminine de l'humanité, ou sur l'humanité dans son ensemble, non plus comme universel masculin cette fois-ci, mais bien comme humanité sexuée, c'est-à-dire composée d'hommes et de femmes.

Le débat que l'on pourrait résumer à la formule « histoire des femmes ou/et du genre » n'est pas nouveau et l'on peut même considérer qu'il est contemporain aux premiers pas de l'histoire des femmes. Dès 1972, la sociologue américaine Ann Oakley publie « Sex, Gender and Society » sur la différence entre « sexe biologique » et « sexe social ». À partir des années 1990 un débat très virulent aux États-Unis oppose partisan-e-s des *gender studies* et des *women studies*. Ces dernières craignent que l'histoire du genre masque à nouveau les femmes, opposant dans une formule lapidaire et dans un jeu de mots intraduisible la *Herstory* à l'*History*.

Si le terme de *gender* fut rapidement au centre des débats aux États-Unis comme en Grande-Bretagne, s'il a été traduit et utilisé dans de nombreux pays européens, il rencontra en France une réticence certaine². Cela tient, en premier lieu, au sens du mot « genre » dans la langue française. Ainsi, excepté en grammaire, « le genre », dans son usage courant, n'évoque pas l'appartenance au masculin ou au féminin. Cet obstacle, peut-être en passe d'être contourné, explique l'usage du terme anglo-américain. D'autres raisons témoignent de

1. À titre de contre-exemple on peut citer les travaux de Claudia Koonz, *Les mères-patrie du III^e Reich*, Paris, Lieu commun, 1989 (édition originale : *Mothers in the Fatherland*, New York, St Martin's Press, 1986) et de Kathleen M. Blee, *Women of the Klan : Racism and Gender in the 1920's*, Berkeley, University of California Press, 1991, sur les femmes du Klu Klux Klan.

2. Voir à ce propos les premières pages du chapitre « Le Temps du "gender" » dans Françoise Thébaud, *op. cit.*, p. 111 et suiv.

la crainte qu'à peine rendu visible l'objet se dérobe. Ainsi, la prise en compte des relations hommes/femmes au sein de l'histoire des femmes ne justifierait pas l'utilisation d'un mot nouveau. Sur tout, elle relèguerait au second plan la domination masculine, lui substituant une histoire du genre qui en portant un regard décalé sur les relations hommes/femmes, ne placerait plus au centre de l'analyse la pérennité de cette domination. Les réactions à l'ouvrage collectif *De la violence et des femmes*¹, qui se proposait de prendre également en compte la violence des femmes, même si « la violence sur les femmes est la plus manifeste », sont de ce point de vue significatives². Pour la sociologue Rose-Marie Lagrave, « la principale divergence tient au statut conféré à la domination masculine : son usage est contingent, mineur, sous-estimé »³. Elle y voit le résultat du choix du singulier, de l'irrégulier à défaut d'une étude de l'ensemble du dispositif. Plus qu'une histoire de la violence des femmes, elle propose une histoire de l'insoumission ou de la soumission à la domination masculine, c'est-à-dire du rejet ou non des formes de violence masculine par les deux sexes. Proposition qui trouve écho dans le compte rendu fait par Christine Bard pour la revue *Les Annales. Histoire, Sciences sociales*, qui constate la rareté de la violence des femmes et espère « des recherches sur l'histoire des femmes, médiatrices, pacifistes, réformatrices, résolument et politiquement non violentes »⁴. Une partie du débat concerne des enjeux méthodologiques et une réflexion sur l'écriture de

l'histoire que l'on peut retrouver dans l'ensemble de la discipline. Néanmoins, il révèle probablement un moment charnière de cette historiographie. « Redonner à la domination masculine une place centrale dans le raisonnement est une manière de résister à l'euphémisation croissante des études sur les femmes qui négligent les avancées les plus décisives des sciences sociales et notamment l'apport incontournable de l'existence de la domination du principe masculin dans le fonctionnement des sociétés »⁵, écrit encore Rose-Marie Lagrave. Constat de l'apport de vingt-cinq années d'écriture d'histoire des femmes, mais aussi d'une autre écriture, qui s'intéresse aux marges, aux zones grises déjà évoquées plus haut. Autrement dit, une histoire des relations entre les sexes qui ne soit pas *seulement* celle de la domination masculine est-elle possible ?

Études féministes, histoire des femmes, du genre, de la différence des sexes, des relations hommes/femmes, ou encore du masculin, les termes abondent. Ils sont le reflet d'une réflexion historiographique continue déjà soulignée ; plus encore, ils démontrent le caractère dynamique de ces trente années d'écriture de l'histoire. La question originelle « Les femmes ont-elles une histoire ? » ne cesse depuis de se dérouler. Rendre les femmes visibles dans l'histoire a amené à s'interroger sur leur oppression et la domination masculine. L'histoire de cette oppression a de fait posé plus largement celle de l'opresseur, rendant visibles les hommes non plus en tant qu'universels mais bien en tant que masculins. Femmes et hommes rendus visibles au regard de l'historien, la comparaison et l'étude de la différence des sexes s'imposait, comme désormais celle de la similitude des sexes. Le schéma paraîtra simpliste, il n'est bien évidemment pas linéaire comme semblerait le faire croire cette énumération. L'histoire des femmes fonctionne comme

1. Cécile Dauphin et Arlette Farge (dir.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997.

2. Je remercie Cécile Dauphin de m'avoir communiqué les dossiers de presse réunis à l'occasion des deux ouvrages *De la violence et des femmes* et *Séduction et Sociétés*. La journée d'étude organisée à l'EHESS à la suite de la parution du premier ouvrage a été publiée dans la rubrique « Controverses » dans *Le Mouvement social*, 189, octobre-décembre 1999, p. 83-110.

3. Rose-Marie Lagrave, « Conflits de positions, conflits d'interprétations », *Le Mouvement social*, 189, octobre-décembre 1999, p. 93-100.

4. Christine Bard, dans *Les Annales. Histoire, Sciences sociales*, 54^e année, 1, 1999, p. 158-161.

5. Rose-Marie Lagrave, « Conflits de positions, conflits d'interprétations », *op. cit.*, p. 99.

un formidable éclaircisseur de l'histoire, montrant sans cesse de nouveaux objets et apportant à d'autres, plus anciens, un regard renouvelé. Il n'est pas non plus question de hiérarchiser les approches qui continuent à produire et, quelle que soit la qualité des échanges, coexistent. Que les historien-ne-se revendiquent ou non, d'une histoire féministe, des femmes, du genre, de la différence des sexes, les débats peuvent être vireux comme inexistant. Néanmoins, l'ensemble de ces recherches contribue à une meilleure connaissance du passé en intégrant une donnée : les sociétés du passé, comme celles d'aujourd'hui, sont composées d'hommes et de femmes. Aujourd'hui encore, de nombreux travaux ne prennent toujours pas en compte le monde comme sexué.

○ PRÉSENCE ET VISIBILITÉ

Depuis la fin des années 1960, la présence des femmes dans la profession s'est sensiblement modifiée. En Lettres, le pourcentage de femmes parmi les professeurs d'université est passé de 17 % en 1981 à 27 % en 1999 ; de 38 % à 46,6 % pour les maîtres de conférences¹. Pour les deux sections d'histoire du Conseil national des universités, 27 % des professeurs sont des femmes et 41 % des maîtres de conférences². Il est à noter que la part des femmes est sensiblement supérieure en « Histoire des mondes anciens et médiévaux », 32,6 % et 49,5 %, alors qu'en « Histoire des mondes modernes et du monde contemporain » les pourcentages

ne sont plus que de 22,4 % et 35,8 %. Le phénomène est identique au CNRS. Les femmes représentent 48,1 % des chargés de recherche et 33 % des directeurs de recherche dans la section « Mondes anciens et médiévaux », 43,9 % et 20,1 % en « Formation du monde moderne »³. Trois facteurs peuvent expliquer la moindre féminisation de l'histoire moderne et contemporaine. Le nombre de candidats y est bien supérieur et la concurrence accrue autour de chacun des postes proposés a probablement contribué à en réduire l'accès aux femmes. Le poids du politique est un deuxième motif. La place extrêmement réduite des femmes dans la vie politique française, perçue avant tout à travers ses institutions et ses organisations, n'a pas aidé ce secteur de la discipline, qui ne semble guère enclin à le faire par lui-même, à s'ouvrir à l'histoire des femmes. *A contrario*, la féminisation déjà ancienne des filières classiques dans le secondaire, donc l'apprentissage du grec et du latin, a fourni un vivier de jeunes étudiantes en histoire ancienne et médiévale. Par ailleurs, l'apparition des plusieurs groupes d'histoire des femmes ou d'études féministes au cours des années 1970 a conduit lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, à la création des premières chaires d'histoire des femmes, ainsi qu'à une « action thématique » au sein du CNRS favorisant plusieurs dizaines de projets. L'histoire des femmes y a trouvé un début d'ancrage institutionnel.

Pourtant, si l'on constate depuis deux décennies une progression régulière des femmes dans l'institution, les résistances demeurent. La disparité entre maîtres de conférences et professeurs, chargés de recherche et directeurs, reste une constante. La difficulté de concilier vie professionnelle et familiale demeure une préoccupation que les hommes ne partagent encore

1. La plus grande partie de ces données proviennent d'un rapport réalisé dans le cadre de Action pour la parité-Demain la parité, à la demande de Francine Demichel, directrice de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation nationale. Noria Boubkhobza, Huguette Delavault, Claudine Hermann, *Les enseignants-chercheurs à l'université La place des femmes*, mars 2000, dactylographié. D'autres m'ont été communiquées par Claude Pennetier, Geneviève Thierry, Cathel Tourmente, qu'ils en soient tous remerciés.

2. Respectivement section 21, « Histoire des mondes anciens et médiévaux », et section 22, « Histoire des mondes modernes et du monde contemporain ».

3. Au CNRS les deux sections sont : la 32, « Mondes anciens et médiévaux », et la 33, « Formation du monde moderne ». Si les intitulés et numérotations divergent, la répartition est globalement identique à celle du CNU.

que timidement. Résumé dans la formule « faire un enfant ou une habilitation », le choix semble se poser davantage aux historiennes qu'à leurs collègues masculins¹. Par ailleurs, que peut-on dire des résistances masculines ? Désormais innovables, ont-elles cependant disparu, tout au moins dans la désignation des collègues ? Le poids des logiques relationnelles et locales dans le recrutement met probablement au second plan l'appartenance à l'un ou l'autre sexe. Dans le département « Sciences de l'homme et de la société » du CNRS, on dénombre 40 femmes parmi les 70 recrutements de chercheurs au cours de l'année 2000. L'année précédente à l'université, 43,1 % des maîtres de conférences recrutés en histoire étaient des femmes². Cependant, même en admettant que les historiens hommes ne ferment plus la discipline aux candidates femmes, les inégalités de statut comme de représentation subsistent de manière trop significative pour être considérées comme les effets résiduels d'une époque révolue. La loi du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique, les enquêtes et directives engagées au CNRS comme à l'université montrent si besoin est que de la visibilité à la présence le chemin est long.

Sur le plan historiographique, l'état des lieux est tout aussi mitigé. Les exemples ne manquent pas de la situation contrastée de l'état de la recherche et de l'enseignement. Les sujets de doctorat déposés depuis douze ans en offrent, du point de vue académique, un bon exemple. La recherche

par mot clé dans le fichier central des thèses³ montre la faible diffusion des problématiques de l'histoire des femmes et du genre dans l'ensemble de la discipline. Cette rapide enquête réalisée à partir des mots clés « femme(s) », « homme(s) », « féminin », « masculin » ne peut être considérée que comme un indice. D'autres travaux prennent en compte le genre comme catégorie d'analyse sans qu'aucun de ces mots ne figure dans le titre. Le choix s'est donc porté sur les 7 693 sujets de thèse nouveau régime déposés depuis 1990, sans s'occuper ici de leur achèvement ou de leur abandon.

On dénombre 133 réponses au mot « femme(s) », 33 pour les mots « féminin, féminité, féministe, féminisme », 56 « homme(s) » et 2 « masculin ou masculinité ». On pourrait gloser longtemps sur les malheureux 2,1 % de sujets concernant les femmes et trouver misérables les 0,7 % consacrés aux hommes ; ou considérer que les 97,1 % restant abordent la société dans sa totalité et que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, soit, à l'inverse y voir le poids écrasant de l'universel masculin, les femmes ne trouvant de fait aucune place dans la discipline. Pour n'avoir pas eu le courage de dépouiller les 7 469 sujets dont le titre ne contient aucun des mots sélectionnés, contentons-nous des autres.

Pour 56 « homme(s) », dix-sept concernent des biographies. L'homme y est singulier, qu'il soit « politique », « de combat », « de guerre » ou encore « de couleur », rien ne laisse penser qu'il soit pensé comme masculin. Pas plus que ne l'est « l'homme » toujours au singulier, mais universel cette fois, dont onze thèses abordent la relation avec la nature et autant la question des droits de l'homme. Ainsi dans trois cas seulement c'est l'identité ou la représentation du masculin qui est évoqué.

Contrairement à « L'homme », « La femme » est plus rare : 25 mentions au singulier

1. En 1981, la commission « Femmes » du Syndicat national de la recherche scientifique (SNCS) avait réalisé une enquête sur les femmes et la recherche. Étaient pris en compte aussi bien le vécu dans les laboratoires qu'au sein des couples de chercheurs. Il ne semble pas qu'une telle enquête ait été renouvelée. Commission « Femmes dans la recherche », *La recherche des femmes*, enquête, Paris, SNCS, 1981.

2. 38,5 % en histoire ancienne et médiévale, 46,6 % en histoire moderne et contemporaine. On peut voir dans ce dernier cas un effort pour rattraper le retard, on reste néanmoins dans les deux cas sous la barre des 50 %. N. Boubkhozba, H. Delavault, C. Hermann, *Les enseignants-chercheurs...*, op. cit., p. 87

3. <http://www.fct.u-Paris10.fr>.

seulement et 7 biographies. Le pluriel s'impose manifestement au féminin. Les groupes de femmes sont largement présents, qu'ils soient professionnels, 14 sujets, ou religieux, 16 sujets. Autant de « religieuses » que de sujets sur la sphère privée au sens large (mariage, maternité et foyer) et un peu moins (11) sur les prostituées, criminelles, détenues, infanticides, déviantes. Enfin, 21 thèses concernent les femmes d'Afrique et du monde arabo-musulman.

Un autre indicateur de la place de l'histoire des femmes et du genre est offert par les différentes publications. On note depuis quelque temps la fréquence accrue, toutes revues confondues, d'articles et de numéros spéciaux sur les femmes ou le genre¹. De même les premiers manuels destinés au supérieur ont été récemment publiés². On pourrait évoquer un « effet de mode », oubliant le temps de la marginalité qui l'a précédé, et surtout que la multiplication des textes ne se comprend qu'en y voyant également la cartographie des lacunes d'un terrain trop longtemps négligé par une grande partie des historiens. Rappelons que la revue *CLIO. Histoire, Femmes et Sociétés*, a été créée en 1995, il y a sept ans à peine, pour combler « d'urgence » l'absence de revue spécialisée en histoire des femmes³, c'est-à-dire de vecteurs dans la transmission des savoirs, de lieux d'échanges, d'information et de confrontation. Absence d'une revue mais aussi faible place laissée aux articles consacrés à l'histoire des femmes dans les autres revues. À l'exception notable du *Mouvement social*, de *Genèses* et plus récemment des *Annales*, ailleurs, la place était rare. La

revue *Vingtième siècle*, qui consacre aujourd'hui un numéro spécial sur l'histoire des femmes et du genre, n'avait de 1984 et son numéro 1 à 2000, publié que douze articles consacrés à l'histoire des femmes, douze en dix-sept ans et sur 593 articles⁴. Néanmoins, les temps semblent bien changer et le risque du ghetto s'éloigner définitivement.

Nombreux sont les historien-ne-s à intégrer cette donnée dans leurs problématiques. À titre d'exemple, la comparaison de deux textes de Christophe Charle écrits à quinze ans d'intervalle est significative. Dans *Les lieux de mémoire*, publié en 1984, il était l'auteur d'un texte sur le Collège de France. Très complet sur la place originale et la fonction symbolique de cette institution, il s'arrête sur la sociologie de ses membres. À aucun moment le caractère exclusivement masculin n'est évoqué. En 1999, à l'occasion des *Mélanges Madeleine Rébérioux*, le même auteur porte sa réflexion sur la place des femmes à l'université et rappelle qu'aucune femme n'est élue au Collège de France avant 1973⁵. Entre ces deux dates, une évolution partagée par d'autres : l'acuité d'un regard savant qui se porte désormais aussi sur les femmes, l'utilisation d'une grille de lecture sexuée, complémentaire, pour déchiffrer le passé.

Car l'autre nouveauté de l'histoire des femmes est bien l'affaiblissement de la frontière du genre dans les choix des sujets encore souvent catalogués « histoire des femmes ». Des hommes écrivent aussi l'histoire des femmes. Certes *Les filles de noce* d'Alain Corbin date de 1978 et *Le chevalier, la femme et le prêtre* de Georges Duby de 1981, mais à l'exception de ces ouvrages

1. On citera entre autres : « Les femmes et la guerre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 198, juin 2000 ; « Sexualité et domination », *Cahiers d'histoire*, 84, 2001 ; « Féminin et masculin », *Le Mouvement social*, 198, janvier 2002.

2. Christine Bard, *Les femmes dans la société française au xx^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2001 ; Yannick Ripa, *Les femmes actrices de l'histoire France, 1789-1945*, Paris, SEDES, 1999.

3. La revue *Pénélope, pour l'histoire des femmes* a cessé d'exister en 1985 après 13 numéros.

4. Voir Nicolas Rousselier, « À la fenêtre de *Vingtième siècle* (1984-2000) », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, numéro spécial : « D'un siècle l'autre », 69, janvier-avril 2001, p. 161-174 ; Danièle Voldman, « L'histoire des femmes et des genres dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire* », dans *CLIO. Histoire, Femmes et Sociétés*, 16, automne 2002.

5. Christophe Charle, « Le collège de France », dans Pierre Nora, *Les lieux de mémoire. La Nation*, Paris, Gallimard, 1984. Christophe Charle, « Les femmes dans l'enseignement supérieur », dans Vincent Duclert et Patrick Fridenson, *op. cit.*, p. 84-105.

précurseurs, l'histoire des femmes était quasi exclusivement une écriture féminine. Est-ce une réponse à l'interpellation qu'avaient dès l'origine formulée les historiennes ? Quoi qu'il en soit, des questions sont reposées. Celle d'une écriture où la complicité disparaît *de facto*, mais n'a-t-elle pas déjà en partie disparu parmi les historiennes ? Complicité ou non, c'est bien une réflexion sur le caractère sexué de l'écriture de l'histoire qui est ouverte. Mais, quels qu'en soient les auteur-e-s, il s'agit bien désormais de ne plus considérer les femmes comme *uniquement* victimes de la domination masculine. D'autres regards sont nécessaires, qui interrogent *aussi* le consentement, la similitude entre les sexes.

Autre question que celle de la souffrance masculine, évoquée par Alain Corbin dès 1984¹, mais qui trouve aujourd'hui davantage d'échos. Ainsi, le fait que des hommes, comme des femmes, ne parviennent pas ou refusent de correspondre aux assignations traditionnelles est à prendre en compte. L'exercice de la domination masculine ne saurait masquer les difficultés, génératrices de souffrance, à se conformer à une norme sociale du masculin. Il en est de même de la virilité, non plus perçue comme la manifestation invariable de la domination masculine mais comme une dimension identitaire du masculin, et parfois du féminin, qui connaît des moments de remise en cause, et à l'inverse, de brutale réaffirmation. Des historiens écrivent sur les femmes², et des historiennes sur les hommes³, en utilisant les uns comme les autres le genre comme catégorie d'analyse. La remarque n'entérine pas ce qui serait déjà de l'ordre de l'évidence, la posture est encore récente et

n'est pas encore débarrassée de toute singularité. Il n'est pas rare de se voir signaler son appartenance sexuelle, d'être interrogé sur les raisons d'un choix « de l'autre côté du genre ». Néanmoins, cette mixité récente est le signe d'un décloisonnement, probablement rendu possible par la légitimité acquise en trente années d'histoire des femmes.

L'état des lieux est hétéroclite, mais n'est-ce pas le propre de l'exercice ? Les avis divergeront sur l'ampleur du chemin parcouru, cependant, on se risquera à considérer que l'histoire des femmes et du genre occupe désormais une place incontournable dans le panorama historiographique. Il demeure, qu'en dehors du territoire explicite de l'histoire des femmes et du genre, on se prive, au mieux d'un regard complémentaire, au pire d'un facteur primordial d'explication sur l'objet étudié. Comme l'écrivait déjà en 1989 l'historienne allemande Gisela Bock : « Je ne suggère pas de dire que les relations de sexe sont plus importantes que toute autre relation humaine. Je veux suggérer qu'elles sont aussi importantes, qu'elles contribuent à construire et affectent toute relation humaine, et inversement que toute relation humaine agit sur les rapports de sexe »⁴. Peut-on tout simplement envisager une histoire qui ne soit pas celle des relations humaines ?

3. On pense ici entre autres aux travaux d'Odile Roynette sur le service militaire, de Sophie Delaporte sur les gueules cassées, de Claire Mauss-Copeaux sur les appelés pendant la guerre d'Algérie ou encore de Raphaëlle Branche sur la torture et l'armée. Quatre historiennes qui ont travaillé sur « le militaire », longtemps considéré bastion de l'histoire mâle.

4. Gisela Bock, « Women's History and Gender History : Aspects of an International Debate », *Gender and History*, 1 (1), 1989, p. 7-30.



1. Alain Corbin, « Le "sexe en deuil" et l'histoire des femmes au XIX^e siècle », dans Michelle Perrot (dir.), *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, op. cit., p. 152.

2. Tous ne se revendiquent pas de l'histoire des femmes mais prennent incontestablement la différence des sexes comme un facteur d'analyse essentiel. On citera, pour la Grande Guerre, Stéphane Audouin-Rouzeau, Jean-Yves Le Naour ; pour la seconde guerre mondiale, outre mes travaux, Luc Capdevila, Cyril Olivier, François Rouquet ; sur l'après-guerre, William Guerraiche.

Fabrice Virgili est chargé de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS) où il anime le groupe de travail « Identité de genre et guerres au XX^e siècle ». Sa thèse a été publiée sous le titre *La France « virile »*. Des femmes tondues à la Libération en 2000 aux éditions Payot.